

# Gouvernance et reconnaissance du grand-âge

Quels effets des politiques publiques, des pratiques organisationnelles et des productions culturelles ?

Ingrid VOLÉRY et Nicolas FOUREUR

Rédacteurs en chef

Cet appel à *varia* a suscité un nombre important de propositions (19) couvrant les disciplines contribuant généralement à la revue *Gérontologie et société* (sociologie, psychologie, anthropologie, économie) mais il a également permis d'en accueillir de nouvelles (sciences de l'information et de la communication ou sciences du langage et de la littérature française). Le spectre des thématiques proposées reflète les préoccupations institutionnelles contemporaines en même temps qu'il donne à lire l'existence de communautés scientifiques vivaces étudiant la structuration et le déploiement territorial des politiques gérontologiques, l'organisation des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), les parcours résidentiels et modes d'habiter au grand âge ou encore la participation des seniors. L'appel à *varia* a aussi fait émerger des sujets plus inattendus, relatifs par exemple au langage et aux productions culturelles alimentant des représentations de la vieillesse et du vieillissement. Il souligne la façon dont certaines formes littéraires – autobiographiques notamment – peuvent permettre d'interroger autrement le vieillissement, avec ce que ce regard en première personne apporte et ce qu'il efface. Il fait enfin apparaître une tension structurante opposant le mode de régulation de l'action publique ciblant les personnes âgées (priviliégiant la régulation à distance, la codification et la standardisation croissante des tâches) et ce que requièrent le *care* et l'objectif de reconnaissance des sujets âgés.

## Gouverner à distance : les formes de régulation observables dans le champ gérontologique

Une première série d'articles interroge les formes de régulation observables dans un secteur gérontologique, très variable selon les territoires : entre Agences régionales de santé (ARS) et Ehpad, entre groupes professionnels dans les Ehpad ou au sein des réseaux associatifs territoriaux.

L'article proposant une *Perspective et retour d'expérience*, « "Agir pour les aidants" : lecture territoriale d'une action publique émergente » de *Thibault Moulaert, Valkiria Amaya, Louise Mary-Defert et Clémentine Cabrières*, montre, à partir d'une enquête quantitative et qualitative portant sur les « Cafés des Aidants », comment les politiques publiques

de soutien aux aidants ont délégué aux réseaux associatifs locaux la mise en œuvre du dispositif, avec pour résultante un déploiement dépendant de la densité et du dynamisme de ces réseaux. *In fine*, cette politique publique se déploie de façon erratique, au gré de l'histoire des modes de collaboration locaux, et pas nécessairement en réponse à des enjeux démographiques territoriaux, d'où le creusement des inégalités – faible présence en rural et sur les territoires habités par des populations très âgées. De cette délégation aux associations découle aussi une institutionnalisation progressive de l'offre qui en vient à se couler dans leurs temporalités et lieux de travail usuels. Progressivement, les Cafés ne se déroulent plus les week-ends mais en semaine, les soirs mais aussi l'après-midi, et les lieux communs de la sociabilité locale laissent place aux établissements.

Ce terrain particulier met en exergue un « gouvernement à distance » de l'action gériatologique locale qui est également abordé par l'autre bout dans l'article « Les défaillances de la régulation publique des Ehpad révélées par la crise Covid » d'Illona Delouette, Florence Jany-Catrice, Amélie Lefebvre-Chombart, Laura Nirello et Marion Studer. Les autrices s'appuient sur une enquête conduite durant la pandémie de Covid-19, mettant en lumière la façon dont la régulation de contrôle, initialement mise en œuvre par les ARS dans un contexte de forte rationalisation des dépenses de santé, a créé de grandes difficultés au moment de l'arrivée de la pandémie. L'encadrement gestionnaire et standardisé, impliquant une distance au terrain et aux spécificités des établissements, a suscité l'étiollement des relations entre agents de l'ARS et directions d'Ehpad, pourtant nécessaires à la surveillance locale, qui plus est, dans un contexte d'incertitude. Passer « *plus de temps sur les tableaux* » que « *dans les établissements* » : cette régulation de contrôle a obligé les Ehpad à mettre en œuvre une régulation autonome (le système D), fortement dépendante de leurs réseaux et de leurs ressources propres ; qu'il s'agisse des stocks de matériel de désinfection ou de protection, mais aussi, des collectifs professionnels fortement mobilisés durant cette crise. Les autrices mettent ensuite en exergue un troisième temps – celui de la régulation conjointe – qui voit les ARS changer de pratique, en déployant une régulation également assise sur des observations situées et des mesures qualitatives, attentives aux spécificités des établissements.

Cette structuration particulière de l'offre gériatologique a également des effets au sein même de l'organisation des Ehpad puisqu'elle pèse sur leur capacité à mettre en œuvre un principe fort de la loi de 2002 : celui de mettre la personne âgée au cœur de son accompagnement. Partant d'une méta-analyse, Kelly Malige-Labart autrice de « Le résident au centre dans les Ehpad : de la loi à la culture organisationnelle » identifie le type de culture organisationnelle entravant son déploiement : entre facteurs politiques (la place accordée aux professionnels dans les politiques gériatologiques), institutionnels (insuffisance de moyens, management descendant, priorité à la sécurité et au sanitaire) et professionnels (injonctions paradoxales faites aux salariés, sentiments de travail empêché, glissements de tâches pas toujours accompagnés par de la formation). Sans compter l'éternelle difficulté à rendre utiles les outils tels que les « projets personnalisés » ou les « conseils de la vie sociale ».

Ce mode de régulation de l'action publique gérontologique, s'opérant à distance et passant par des codifications *a priori*, s'observe d'ailleurs aussi à une échelle microsociale, comme montré par une récente contribution publiée dans la revue *Gérontologie et société* (Louchard Chardon & Harry, 2023). Le gouvernement à distance de l'action gérontologique passe ici par un dispositif d'informatisation des communications interprofessionnelles en établissements d'accueil et de soin des personnes âgées. Les auteurs soulignent ce que cette informatisation fait aux collectifs professionnels car, si la transmission d'informations sur le patient sert bien sûr son soin, elle construit aussi les liens entre professionnels s'échangeant les informations. Elle entretient, par exemple, des proximités relationnelles importantes dans des organisations en tension où la pénibilité morale et matérielle du travail est forte comme dans les Ehpad. L'article montre, également, les conséquences inattendues que cette informatisation des transmissions a sur les représentations du soin, du soigné et du soignant. Dans la « taylorisation du travail » qu'elle occasionne, le soignant devient l'opérateur d'une tâche et le sujet âgé le récipiendaire, mais ils perdent tous deux leur statut d'acteurs dans une relation de *care* nécessitant l'engagement de deux subjectivités. Enfin, les modes de transmission des informations relatives aux patients contribuent, qui plus est, à les essentialiser en les déshistoricisant. Le journal de bord qui permettait la conservation de la mémoire des interventions professionnelles – et donc des parcours et des histoires des résidents dans l'institution – laisse place au journal de transmission mentionnant pour chaque patient la nature des interventions réalisées (alimentation, comportement).

Être inscrit dans une temporalité de soin et dans un parcours biographique constitue un élément indispensable à une reconnaissance, mise à mal par des dispositifs techniques segmentant et standardisant le travail de *care*. C'est aussi sous l'angle de la reconnaissance que sont abordées les expériences intimes du vieillissement dans plusieurs contributions de ce numéro *Varia*.

## De l'injonction à l'autonomie à la demande de reconnaissance

Une deuxième série de contributions interroge les expériences des personnes âgées sous l'angle de la reconnaissance (Joëlle Zask, Axel Honneth) – qu'elle soit recherchée dans les associations ou dans les parcours résidentiels et les formes individuelles d'habiter.

L'article « Motivations, apports et bénéfices dans la participation bénévole des seniors » de Jérôme Heim, Patrick Ischer, Pierre-Yves Moret et Michael Perret, est fondé sur une étude conduite en Suisse auprès de personnes âgées de 65 à 88 ans, engagées dans des associations. Les auteurs montrent combien les bénévoles, loin d'être de simples consommateurs, cherchent à travers leur engagement une reconnaissance de leur participation et de leur contribution à un travail pour l'autre et le bien commun. Prenant appui sur le modèle de la philosophe Joëlle Zask (2011), ils montrent, tout à la fois, la diversité des formes d'engagement selon les parcours biographiques (avoir déjà

été bénévole ou non), le genre ou le statut socioéconomique, mais aussi, une attente convergente : celle de prendre part (dans une reconnaissance de leur participation et de leur contribution), d'apporter une part (une contribution reconnue et valorisée) et de bénéficier d'une part (un retour en matière de sociabilités).

C'est aussi ce souci de reconnaissance qui trame l'expérience d'habiter en résidence autonomie. L'article « Des formes de reconnaissance autour de l'habitat "intermédiaire" » d'*Hélène Prévot Huille*, part d'une étude qualitative des parcours résidentiels et des rapports au lieu de vie (quartier et logement). L'autrice montre combien la résidence autonomie constitue, dans une certaine mesure, un intermédiaire entre le domicile historique (la maison) et une dernière étape (l'Ehpad) qui est mise à distance. Plus que l'autonomie, elle permet le maintien d'un espace de liberté (d'agir ou de ne pas agir, d'ouvrir ou de fermer la porte, d'organiser son domestique comme bon semble) et son investissement révèle la transformation des relations que les personnes âgées – hommes et femmes – entretiennent avec l'espace domestique au fil de leur parcours de vie. Au grand âge, l'indépendance domestique sert l'affirmation de valeurs et d'identifications personnelles. La demande de reconnaissance des personnes âgées, souvent considérée sous l'angle des interactions, s'ancre alors dans une dimension matérielle que l'article met bien en exergue : être reconnu dans son « chez-soi », c'est être reconnu comme « soi », un sujet singulier, doté d'un parcours particulier. *A contrario*, le logement adapté, sécurisé, adressé à des personnes réduites à leur condition de « vieux », devient paradoxalement peu investissable et peu habitable. Là où les politiques publiques mettent l'accent sur l'autonomie – une autonomie d'ailleurs souvent faite injonction –, l'autrice oppose une quête de reconnaissance passant par des supports relationnels extra-domiciliaires mais aussi par un domicile qui change de statut au grand-âge.

Les supports de la reconnaissance ne sont toutefois pas seulement matériels mais aussi culturels, passant par des supports linguistiques. Le langage, vecteur de représentations sociales du vieillissement, devient un instrument pouvant transformer le regard porté sur le vieillissement et maintenir le soi.

Le Libre Propos « Quelles visions du monde s'opposent à un vieillissement juste pour tous ? » d'*Antoine Ziller* montre combien la langue véhicule des représentations du vieillissement (comme état ou processus), mais aussi des normes de genre (se conformer aux archétypes de la masculinité et de la féminité pour ne pas devenir des « vioques » ou des « vieillards ») et libérales (être autonome). L'auteur montre que seule une vision « *humanitaire* » du vieillissement, où l'individu est aussi une personne et où la vie – indépendamment de l'âge – est envisagée sous l'angle de sa vulnérabilité (éthique du *care*), peut produire un vieillissement plus juste.

Tandis que l'article « Boucles mnésiques, identité et maladies neuroévolutives » nous montre comment le langage peut aussi constituer un puissant outil de compréhension des expériences psychiques du vieillissement en même temps qu'une technique de soin pour les personnes âgées souffrant de maladies neurodégénératives. À partir de l'étude d'une situation clinique, *Natan Barthélémy et Jean-Marc Talpin*, psychologues, analysent le statut des boucles mnésiques chez ces personnes âgées malades. Ils

montrent comment la boucle sert à border et revivifier un moi qui s'échappe avec la mémoire : par la référence à des événements passés (historiques et biographiques) qui ancrent le sujet dans une profondeur temporelle, mais aussi, par la réactivation de souvenirs (avoir un passé pour avoir des souvenirs qui font du sujet un être singulier).

## Écrire le vieillissement : comment parler de la dépendance ?

Une dernière catégorie d'articles interroge les formes d'écriture (télévisuelles, littéraires ou scientifiques) du vieillissement et leurs effets hétérogènes. Elle pose la question de la place des œuvres et produits culturels dans la (re)production de visions stéréotypées du vieillissement, mais aussi, les conditions dans lesquelles ils peuvent fabriquer des collectifs (professionnels) et de la subversion.

L'article « L'Ehpad idéalisé dans la série *Septième Ciel* : le regard des aides-soignantes », de *Manon Cerdan*, interroge les représentations du vieillissement passant dans les productions culturelles – à l'instar de la série *Septième Ciel* – que l'auteurice présente à des aides-soignantes en formation. L'observation de la réception de la série par les professionnelles montre la force des normes sociales et morales collectives (l'impératif de sécurisation, d'effacement de la sexualité en Ehpad), mais également, la constitution de normes professionnelles distinguant les bonnes des mauvaises pratiques. La production culturelle est, sous cet angle, à la fois un instrument de reproduction de normes encadrant le travail en Ehpad et les pratiques professionnelles souhaitables dans ces établissements, mais aussi, un vecteur de production de collectifs professionnels et de prise de distance possible d'avec ces visions stéréotypées.

Dans son article « Pour une éthique de la dépendance : le cas de trois romans contemporains français sur la vieillesse en institution », *Cathy Dissler* nous invite à rester sur les productions culturelles, cette fois-ci littéraires. En comparant trois romans d'Olivia Rosenthal, Delphine de Vigan et Maelys Besserie, l'auteurice pointe la focalisation sur la thématique de la dépendance souvent en lien avec l'entrée en institution du type Ehpad et les maladies neurodégénératives, nourrissant en cela la vision d'un vieillissement déficitaire et d'une alzheimerisation de la vieillesse. Elle montre comment ces ouvrages parviennent aussi à subvertir tout ou partie de ce cliché du fait du traitement narratif choisi (l'attention mise sur les dépendances mutuelles), mais aussi, de certains procédés littéraires : tels l'humour, par lequel le geste ordinaire est transformé en événement du récit pour résister à la réduction de l'existence des personnes âgées aux routines et contingences corporelles, ou le détour, qui permet de renverser la relation de dépendance lorsque, dans *Les grâces* (de Vigan, 2019), Michka, résidente en Ehpad, aide l'orthophoniste à démêler la relation à son père. L'auteurice souligne également les écueils du récit autobiographique qu'un enfant réaliserait sur son parent âgé dès lors qu'il le réduirait à son corps et à un quotidien dépourvu d'espaces de résistances.

C'est, en effet, là un des écueils de l'essai publié par Didier Eribon, comme souligné dans la note de lecture critique de *Vie et mort d'une femme du peuple*, un essai scientifique se présentant sous la forme d'une autobiographie rédigée par un fils en situation de mobilité sociale ascendante suivant de loin le quotidien de sa mère âgée en Ehpad.

Les auteurs, corédacteurs en chef de la revue, ont voulu profiter de la médiatisation de cet ouvrage pour lancer une *nouvelle rubrique « débat »*. Cette rubrique pourra prendre des formes variées, de discussions, d'interviews, de publications croisées ou encore de lecture critique, comme ici où il est montré combien cette autobiographie reproduit la vision déficitaire de la vieillesse : la réduction de sa mère à ses pertes physiques et sociales, à la routine d'une existence sans culture, appauvrie par une vie de domination masculine. À ce premier écueil s'en ajoute un second découlant de l'effacement de la position du narrateur et des effets que sa position induit sur ce qui est vu, effacé et donné à lire dans le récit (avec notamment une faible prise en compte des attaches reconstruites en Ehpad *via* des pairs d'âge du village en visite à l'Ehpad ou des professionnelles invisibilisées).

### **L'ensemble de ce numéro suscite trois types de réflexion essentiels**

Premièrement, il donne à lire des points de friction fondamentaux entre, d'un côté, un « gouvernement à distance » du champ gérontologique (notamment des Ehpad), de plus en plus assis sur une surveillance décontextualisée, standardisée, quantitative et codifiée *a priori* et, de l'autre, les conditions organisationnelles et sociales nécessaires à l'engagement d'un soin autorisant la reconnaissance des personnes âgées. Il insiste, en particulier, sur la déconnexion au terrain que ce gouvernement occasionne. Adapté aux environnements stables et à un objectif de rationalisation des dépenses, ce pilotage s'est avéré totalement désajusté lors des périodes d'incertitude nécessitant une forte réactivité. Il met l'accent sur les inégalités territoriales induites par le système *D* et la délégation de pans substantiels des politiques gérontologiques (de pair-aidance) à des tissus associatifs territorialement hétérogènes. Il pointe, enfin, la fragilisation des collectifs de travail au sein des établissements d'accueil, mais aussi, la déstabilisation de la relation d'accompagnement existante entre les professionnels et les résidents.

Deuxièmement, ce numéro invite, à considérer, dans une veine foucauldienne (Foucault, 2001), les conséquences que ce type de gouvernance du champ gérontologique a sur les subjectivités des personnes âgées. En effaçant le temps long et les parcours, il contribue à altérer un peu plus des personnes âgées mises hors du temps (Fabian, 2017), réduites à une condition de vieux, sans reconnaissance de la spécificité des histoires les singularisant. Cette prise en compte du temps et de l'histoire singulière est pourtant centrale à la continuité du soi, lorsqu'il est fragilisé par la maladie neurodégénérative, mais pas seulement. En standardisant des lieux de vie au nom de la sécurité et de la préservation de l'autonomie fonctionnelle, ce gouvernement du grand âge construit des lieux de vie inhabitables dans lesquels le sujet ne peut se projeter sans s'en trouver disqualifié. Or, au grand-âge, plus qu'à d'autres âges, l'espace domestique se fait prothèse du « moi » (Voléry, 2013). Enfin, en se focalisant sur la préservation de l'autonomie, ce gouvernement passe à côté d'un objectif de reconnaissance du vieillissement impliquant la valorisation des dépendances mutuelles et des vulnérabilités.

En troisième lieu, il invite également à une réflexion sur l'hétérogénéité des supports par lesquels produire des savoirs sur le vieillissement : comment les dispositifs de surveillance quantifiée de la vie en Ehpad ont-ils contribué à construire une vision particulière de ce qu'il était en train d'advenir dans les premiers temps de la crise pandémique ? Comment les dispositifs de production/transmission des connaissances professionnelles modèlent-ils les représentations des personnes âgées (réduites à des troubles codifiés) ? Comment les formes d'écriture du vieillir et de la dépendance – qu'elles soient scientifiques, littéraires ou audiovisuelles – nourrissent-elles ou subvertissent-elles la vision déficitaire et altérée de la grande vieillesse, en question dans ce numéro ?

## Références

---

De Vigan, D. (2019). *Les gratitudes*. J.-C. Lattès.

Eribon, D. (2023). *Vie, vieillesse et mort d'une femme du peuple*. Flammarion.

Fabian, J. (2017). *Le temps et les autres. Comment l'anthropologie construit son objet* (trad. par Estelle Henry-Bossoney et Bernard Müller). Anacharsis.

Foucault, M. (2001). Le sujet et le pouvoir. Dans *Dits et écrits, 1954-1988*, tome IV (texte n° 306, pp. 1041-1062). Gallimard. (1<sup>re</sup> éd. 1982 ; repris dans *Dits et écrits II*, 1976-1988).

Honneth, A. (2002). La lutte pour la reconnaissance (traduit de l'allemand par Pierre Rusch, ouvrage paru en 1992 sous le titre *Kampf um Anerkennung*, Suhrkamp). Le Cerf, coll. « Passages ».

Louchard, Ch. & Harry, S. (2023). La pixélisation du travail soignant : De l'utilisation de l'outil informatique en gériatrie. *Gérontologie et société*, 45(172), 161-174. <https://doi.org/10.3917/g1.172.0161>

Voléry, I. (2013). Quand les normes d'avancée en âge amplifient les oppressions de sexe « bien-vieillir-chez-soi » en zone péri-urbanisée. *Gérontologie et société*, 36(146), 89-103. <https://doi.org/10.3917/g1.146.0089>

Zask, J. (2011). *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Le Bord de l'eau.

### e-mails auteurs

[ingrid.volery@univ-lorraine.fr](mailto:ingrid.volery@univ-lorraine.fr)

[nicolas.foureur@aphp.fr](mailto:nicolas.foureur@aphp.fr)